

**DIRECTION
DES LIBERTES PUBLIQUES**

**Bureau de l'Urbanisme
et de l'Environnement**

République Française

PREFECTURE DE LA HAUTE-MARN

Le Préfet de la Haute Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Société SEPAC à BOLOGNE

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE.

Vu :

- le livre V, titre I du code de l'environnement, annexé à l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- l'arrêté préfectoral n°736 du 1^{er} février 1991 modifié par arrêté préfectoral n°4246 du 20 mai 1996 autorisant la société SEPAC à exploiter ses installations sur le site de Bologne (Gare),
- l'arrêté ministériel du 10 janvier 1994 relatif aux stockages d'engrais soumis à autorisation,
- la circulaire du Ministère chargé de l'environnement en date du 21 janvier 2002 relative aux installations de stockage d'engrais,
- le rapport de l'inspection des installations classées du 30 janvier 2003,
- l'avis favorable émis par les membres du conseil départemental d'hygiène le 08 avril 2003,

Considérant que :

- les installations de stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium présentent un potentiel de danger significatif,
- il convient d'apprécier les conditions technico-économiques selon lesquelles les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 10 juillet 1994 précité pourraient être mises en œuvre,
- les prescriptions relatives à la sécurité du stockage d'engrais de la société SEPAC sont insuffisantes,

Le demandeur entendu,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne,

ARRETE

ARTICLE 1

La société SEPAC, dont le siège social est situé rue de la Gare à BOLOGNE (52310), est tenue pour son site de BOLOGNE (GARE) de réaliser et de remettre à Monsieur le Préfet une étude technico-économique visant à examiner la mise en conformité de son stockage d'engrais avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 janvier 1994 susvisé.

Cette étude sera articulée autour des chapitres suivants :

- description détaillée de l'installation et de son environnement,
- examen point par point de la conformité des installations vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 janvier 1994. Tous les éléments justifiant les points de conformité seront joints à l'étude.
- pour chaque point de non-conformité, une analyse technico-économique des actions à mener pour être conforme à l'arrêté précité,
- pour chaque point de non-conformité, un délai ferme de réalisation.

Cette étude sera remise à Monsieur le Préfet sous un délai de 3 mois.

ARTICLE 2

La société SEPAC est tenue de respecter les prescriptions du présent article dès notification du présent arrêté.

L'exploitant s'assure avant réception que les produits à stocker sont conformes à la norme NFU 42 001 ou à la norme CE équivalente, notamment à partir des indications qui figurent sur les documents commerciaux d'accompagnement du produit (factures, bons de livraison etc.). Ces documents seront conservés pendant une durée d'au moins trois ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

En l'absence des documents justifiant cette conformité, les produits ne sont pas acceptés sur le site.

L'exploitant tient à jour un état précis des stocks et de la répartition des produits dans les différentes cases, qui sont identifiées de manière visible.

Les bonnes pratiques d'entretien et de propreté visant à assurer la préservation de la qualité des produits sont mises en œuvre.

Pour prévenir les risques d'échauffement des produits, toutes dispositions sont prises pour supprimer les points chauds pouvant conduire à une réaction de décomposition. Notamment, il est interdit de fumer dans les installations.

L'exploitant veille à ce que les équipements et les matériels de manutention susceptibles de présenter des points chauds ne soient pas en contact avec les produits stockés. Dans les locaux de stockage, les procédés de chauffage à flamme ou à résistance électrique sont interdits.

Toute intervention pour maintenance dans les installations de stockage nécessite un permis de feu délivré par le responsable de l'exploitation des installations.

Les circuits et les matériels électriques doivent être en bon état, conformes et régulièrement vérifiés.

En l'absence du personnel ou de toute activité de l'entrepôt, il est recommandé de procéder à la coupure de l'alimentation générale électrique.

Pour prévenir les risques liés aux matières inflammables et combustibles, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour éloigner ces produits des engrais stockés de façon à éviter les mélanges avec ceux-ci. Sont notamment concernés les matières combustibles (hydrocarbures, paille, bois, sciure), les gaz comprimés, les produits phytosanitaires.

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour prévenir les risques liés aux produits incompatibles avec les ammonitrates, et pour prévenir toute contamination des ammonitrates par les produits réducteurs en général, notamment : chlorures, poudres métalliques, nitrites, sels de cuivre, acides concentrés, soufre élémentaire, phosphore élémentaire et tous produits pouvant catalyser une réaction de décomposition explosive.

Toutefois, si nécessaire le chlorure de potassium peut être stocké à l'intérieur des magasins de stockage. Toutes les mesures doivent être prises pour qu'aucun mélange n'ait lieu entre ce chlorure et les engrais simples à base de nitrates et le nitrate de potassium.

En matière de lutte contre l'incendie, des matériels adaptés en quantité et en qualité aux risques spécifiques, et permettant une intervention interne ou externe, sont prévus.

Un affichage actualisé et visible des consignes de sécurité est prévu.

Des consignes de travail et de sécurité sont élaborées par l'exploitant. Ce dernier s'assure que les consignes sont connues et appliquées y compris par les intervenants extérieurs. Une formation des personnels, notamment ceux associés à la prévention des accidents, est régulièrement assurée.

La gestion des produits qui ne correspondent plus aux spécifications commerciales, tels que les « fines d'ammonitrates », doit faire l'objet d'une attention particulière : la quantité de ce type de produit est la plus réduite possible par leur évacuation régulière. Ces différents produits sont stockés séparément et à l'écart du magasin de stockage, et traités spécifiquement. Un état spécifique des stocks est tenu à jour.

ARTICLE 3 –

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions des articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 –

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché :

- par les soins du pétitionnaire de façon permanente et visible sur les lieux de l'établissement autorisé ;
- par le maire de BOLOGNE à la porte de la mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Un avis sera inséré par les soins et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

ARTICLE 5 –

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le maire de BOLOGNE, la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Champagne-Ardenne, l'ingénieur de l'industrie et des Mines, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental du travail et de l'emploi et de la formation professionnelle, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur régional de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Société SEPAC site de Bologne gare 52310 BOLOGNE.

A Chaumont, le 05 mai 2003

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Nicolas DE MAISTRE